Décision 13/CP.3

Répartition des tâches entre l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique

La Conférence des Parties,

Rappelant les articles 9 et 10 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques,

Rappelant également la décision qu'elle a prise à sa deuxième session d'examiner, à sa troisième session, la question de la répartition du travail entre l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre sur la base des recommandations que lui soumettraient les présidents des deux organes subsidiaires¹,

Ayant examiné les recommandations faites par les présidents, par le biais des conclusions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et de l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre, telles qu'elles figurent dans les rapports sur les travaux de leur sixième session²,

Désireuse de mieux définir la répartition des tâches entre l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre,

1. *Réaffirme* que la répartition des tâches est régie par les articles 9 et 10 de la Convention, ainsi que par la décision 6/CP.1 et les autres décisions pertinentes de la Conférence des Parties.

2. *Rappelle* que, comme indiqué dans la décision 6/CP.1, les fonctions des organes subsidiaires peuvent être définies de manière générale comme suit :

a) L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique fera le lien entre les évaluations scientifiques, techniques et technologiques et les informations fournies par les organismes internationaux compétents, d'une part, et les besoins de la Conférence des Parties, qui doit définir les grandes orientations, d'autre part; et

b) L'Organe subsidiaire de mise en oeuvre élaborera des recommandations visant à aider la Conférence des Parties à examiner et évaluer l'application de la Convention, ainsi qu'à prendre des décisions et à les exécuter.

3. *Décide* que les questions qui intéressent les deux organes devraient être examinées de façon à mieux utiliser le temps disponible au cours des réunions, afin d'éviter toute confusion et de réduire la charge de travail totale. En général, un des organes assumera donc la responsabilité

¹FCCC/CP/1996/15/Add.1, sect. III, 4.

²FCCC/SBSTA/1997/6 et FCCC/SBI/1997/16.

globale de l'examen d'une question et demandera au besoin des contributions appropriées et spécifiques à l'autre organe. Dans les autres cas, il faudrait structurer les ordres du jour de telle sorte que l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre évitent de traiter ces questions au cours de séances parallèles. Lorsque c'est impossible, il conviendrait d'envisager de tenir des séances spéciales communes de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et de l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre. Dans cette optique, les dispositions susmentionnées sont précisées ci-après :

Communications nationales des Parties

a) L'Organe subsidiaire de mise en oeuvre sera globalement responsable des tâches suivantes :

i) Elaborer des directives concernant les procédures d'examen des communications nationales;

ii) Examiner les informations contenues dans les communications nationales, les autres documents pertinents et les rapports de compilation-synthèse en vue d'aider la Conférence des Parties à s'acquitter des tâches qui lui incombent en application de l'alinéa e) du paragraphe 2 de l'article 7 de la Convention;

b) En coopération avec l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre, l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique sera chargé :

i) D'élaborer des directives pour assurer la comparabilité des informations communiquées et régler tous les problèmes méthodologiques connexes;

ii) D'examiner selon qu'il conviendra, à la demande de l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre, les communications nationales et les autres documents pertinents, comme les rapports techniques, dans le but, notamment, de vérifier la méthodologie utilisée et de faire des recommandations concernant les améliorations à y apporter, d'évaluer, sur le plan scientifique, les effets des mesures prises en application de la Convention, d'examiner les projections établies et les hypothèses qui les sous-tendent, et d'évaluer l'efficacité des mesures d'atténuation et d'adaptation adoptées et de déterminer si elles sont suffisantes;

Mise au point et transfert de technologies

c) L'Organe subsidiaire de mise en oeuvre sera chargé, avec le concours éventuellement de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, d'aider la Conférence des Parties à examiner et évaluer si la Convention est bien appliquée en ce qui concerne la mise au point et le transfert de technologies;

d) Ainsi qu'il est prévu dans la Convention, et conformément à la décision 6/CP.1 de la Conférence des Parties, l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique sera chargé de donner des avis sur tous les aspects scientifiques, techniques et méthodologiques de la mise au point et du transfert de technologies;

Consultations avec les organisations non gouvernementales

e) Compte tenu des compétences de chaque organe subsidiaire, l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre sera globalement responsable de toutes les questions de politique générale et des contributions pertinentes concernant les divers aspects des consultations avec les organisations non gouvernementales, selon qu'il conviendra;

f) L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique ou tout autre organe subsidiaire pourra, s'il le juge utile, demander aux organisations non gouvernementales de contribuer à l'examen d'une question donnée et examiner leurs contributions;

g) L'accréditation provisoire des différentes organisations non gouvernementales incombera à l'organe concerné;

Activités exécutées conjointement

h) L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique sera chargé :

i) De mettre au point le mécanisme prévu pour la présentation de rapports, y compris l'examen des aspects scientifiques, techniques et méthodologiques des rapports;

ii) D'établir un rapport faisant la synthèse des activités à l'intention de la Conférence des Parties;

i) L'Organe subsidiaire de mise en oeuvre sera chargé d'aider la Conférence des Parties à examiner l'état d'avancement des activités exécutées conjointement dans le cadre de la phase pilote, sur la base des contributions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique;

Recherche et observation systématique

j) Conformément à l'article 5 de la Convention, l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique sera globalement responsable des questions liées à la recherche et à l'observation systématique, qu'il examinera en faisant appel, au besoin, à l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre. L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique contribuera également à coordonner les activités relatives aux changements climatiques utiles pour l'application de la Convention;

k) L'Organe subsidiaire de mise en oeuvre sera chargé, avec le concours éventuellement de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, d'aider la Conférence des Parties à examiner et évaluer si la Convention est bien appliquée en ce qui concerne la recherche et l'observation systématique;

Education, formation et sensibilisation du public

l) Pour préciser les dispositions de la décision 6/CP.1, c'est à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique qu'incombera

globalement la responsabilité de donner des conseils au sujet des programmes d'enseignement, de formation et de sensibilisation du public, ainsi que de l'accès du public à l'information. Pour examiner ces questions, l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique fera appel, entre autres, aux organisations internationales compétentes;

m) L'Organe subsidiaire de mise en oeuvre sera chargé, avec le concours éventuellement de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, d'aider la Conférence des Parties à examiner et évaluer si la Convention est bien appliquée en ce qui concerne l'éducation, la formation et la sensibilisation du public.

*2ème séance plénière
1er décembre 1997*